

spécial ELECTIONS



DES CANDIDATS DE TOUS HORIZONS PROFESSIONNELS, HOMMES ET FEMMES UNIS ET DÉTERMINÉS À VOUS REPRÉSENTER ET DÉFENDRE VOS INTÉRÊTS.

Le CSE : quesaco ? p.2

Sud, c'est qui ? c'est quoi ? p.3

Le futur CSE,
en quelques chiffres p.4/5

Et pour l'avenir ? p.6

Nos candidats p.7



Scannez-moi

En bref

Les ordonnances «Macron», applicables dès 2018, mettent en place le Comité Social et Economique (CSE), nouvelle instance qui regroupe le Comité d'Entreprise, les Délégués du Personnel et le CHSCT. **La philosophie de ces ordonnances est de favoriser et d'améliorer le dialogue social. VRAIMENT ?**

CHSCT, CE, DP

AVANT
65 élus

CSE

APRÈS
27 élus

CSE : quesaco ?

Le Conseil Social et Economique (CSE) en regroupant les attributions de 3 instances (CE, DP et CHSCT) symboliserait **LA modernisation du dialogue social. Vraiment ?** On peut craindre l'inverse ou le contraire. Car, si la généralisation des instances présente un avantage de réduction de coûts et de moyens pour la direction qui voit notamment le nombre de réunions diminué et la procédure de consultation simplifiée, on peut légitimement s'interroger sur le danger que peut représenter la fusion de trois instances en une.

Le **premier risque** consiste en effet à voir la disparition du lien de proximité qui existait avec vos représentants DP ou CHSCT. Ce lien se traduisait concrètement par leur intervention rapide afin de trouver des solutions appropriées aux problèmes rencontrés. Le **second risque** réside dans la contri-

bution « à la prévention et à la protection de la santé physique et mentale » des salariés. Un CSE composé de **27 élus** devra remplacer, du jour au lendemain, **65 élus** aux attributions et moyens d'actions notoirement plus élevés.

La loi s'imposant à tous, **Sud** 1^{er} syndicat à la CEIDF et gestionnaire du CE a pris ses responsabilités en signant les accords relatifs à l'organisation des élections professionnelles et à la mise en place du CSE en juin 2018.

Néanmoins, à la CEIDF, moderniser signifie museler, nous craignons fort que les moyens alloués, ou plutôt que le manque de moyens alloués, n'ait des effets néfastes sur les relations sociales mais aussi sur les relations des salariés de la CEIDF avec des représentants syndicaux dépourvus de moyens suffisants pour assumer leurs fonctions. ■



Sud : c'est qui ? c'est quoi ?

Sud est le 1^{er} syndicat de l'entreprise depuis sa création en 2001. C'est une véritable hérésie pour nos dirigeants qu'un syndicat dit de transformation sociale occupe cette place dans le paysage syndical.

UN SYNDICAT

REVENDICATIF

ET MOTIVÉ

Sud sait être pugnace et déterminé, comme il sait négocier et signer des accords lorsque ses adhérents les estiment positifs. **Sud** s'investit pleinement dans la vie de l'entreprise sans pour autant accompagner aveuglément

les projets de cette dernière. En cela, il joue entièrement son rôle de contre-pouvoir.

Par ses critiques constructives il cherche à en minorer les effets souvent négatifs, il y parvient parfois mais trop rarement à son goût.

Sud, c'est aussi des militants engagés à vos côtés dans la défense de vos intérêts. Impliqués dans l'entreprise car non permanents et reconnus pour leur capacité d'intervention et leur professionnalisme.

Ce qu'ils ont su faire dans chacune des instances où ils étaient présents, ils sauront le poursuivre avec le CSE. ■



UN BILAN ASSUMÉ ET FIÈREMENT REVENDIQUÉ

Sud préside également aux destinées du CE où, guidé par l'esprit de solidarité, il a œuvré pour la réduction des inégalités par une gestion minutieuse d'un budget de 12 M€ en 2017.

Un budget réparti entre œuvres sociales : 5,5 M€ de dotation représentant 2,19 % de la masse salariale de l'entreprise, et un budget établi par accord à durée indéterminée régissant les indemnités de garderie, colonies de vacances et primes de vacances enfants, soit près de 6,5 M€.

Si nous n'avons pas la libre disposition de ce dernier budget, nous le gérons et grâce aux produits financiers générés, nous avons pu instaurer :

- Le quotient familial régissant l'ensemble de nos activités

- L'échelonnement des paiements en 4 voire 5 fois pour les voyages que nous organisons ainsi que pour les colonies de vacances par exemple.

Tous les salariés bénéficient du CE et bénéficieront du CSE sans exclusive qu'ils soient célibataires, mariés, pacsés, avec ou sans enfants.

En 2017, **Sud** a modernisé l'image du CE, en commençant par son site internet et un logo plus contemporain.

Par ailleurs, nombre d'opérations ont été dématérialisées afin d'assurer des délais de traitements réduits.

Sur les 10 dernières années, nous avons créé et développé de nombreuses activités allant au-delà de l'enfance et des voyages :

- Center Parcs
- Remboursement des vols secs

- Prise en charge des locations de tourisme, camping, notamment.

Dans le cadre du CSE nous poursuivons sur cette voie. Et grâce à la vente d'un bien immobilier de La Clé nous espérons être en mesure de proposer des activités supplémentaires et pérennes.

Enfin, lors de la dévolution des biens du CE au CSE, nous proposerons comme la loi nous le permet aujourd'hui d'affecter 1 M€ du budget de fonctionnement du CE au budget des œuvres sociales du CSE. Cette opération sera réalisée fin juin 2018.

5,5 M€ 
de dotation représentant 2,19 % de la masse salariale de l'entreprise

Le futur CSE en quelques chiffres

Dès juin prochain, le CSE remplacera le CE héritant ainsi d'une **histoire de 70 ans**. Au-delà, il recueillera l'ensemble des biens et budgets de ce dernier. Il devra maintenir un niveau de prestations au moins équivalent à celui de son prédécesseur.



16 672 bénéficiaires

4 900 salariés (CDI + CDD)

10 030 ayants droit
(conjoints, concubins,
pacsés, enfants)

1 719 retraités

Un budget
total de

12 M€



PARTICIPANTS AUX DIFFÉRENTES ACTIVITÉS :

FOCUS

ENFANCE :

Budget total de **6 M€ en 2017**

Le financement des activités liées à l'enfance est régi par l'accord sur le volet social de la fusion de 2008. Il vient s'ajouter au budget du CSE versé par l'employeur. Le CE n'a en gestion que les indemnités de garderies et les colonies. L'employeur gère la prime de vacances enfants.

• LES INDEMNITÉS DE GARDERIE

Bénéficiaires : 1 692 collègues

Budget : 2,6 M€

Historiquement ces indemnités de garderie occupent une place importante dans les activités du CE. Créées en 1988, leur existence est vantée à l'embauche comme un avantage conséquent. Au vu des difficultés rencontrées en région parisienne, c'est un véritable plus pour les parents ayant des enfants en bas âge notamment.

Pourtant leur existence est menacée.

Or, entre 2015 et 2017, elles ont été versées à près de 1 700 collègues ayant des enfants jusqu'à 14 ans, et représentent **un budget de 2,6 M€ en 2017**.

• LES COLONIES DE VACANCES

Bénéficiaires : 690 collègues

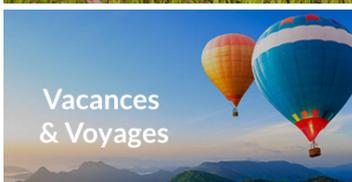
Participants aux colonies : 1 049 enfants

Budget : 1,5 M€

Grâce à un budget de 1,5 M€, le CE propose une offre colonies de vacances étoffée et variée. Pour les enfants de 4 à 20 ans, en France ou à l'étranger.



Enfance



Vacances
& Voyages



Fêtes

VOYAGES :

Budget de **900 K€** 

Voyages proposés chaque année : 25 à 26 destinations.

Participants : 1 800 collègues, leur conjoint et leur famille.

Chaque année, nous élaborons le catalogue avec l'idée directrice que l'un des aspects les plus puissants du voyage est la possibilité de briser les barrières, de créer des connexions, de réellement comprendre le monde dans lequel on vit.

Qu'on soit seul, en couple, avec ou sans enfant, c'est une indéniable occasion de partir à la découverte de nouvelles destinations.

Nous sommes cependant confrontés à des difficultés liées au sentiment d'insécurité depuis les différentes vagues d'attentats. C'est pourquoi nous privilégions, au moins pour les séjours familiaux, les destinations validées par le Ministère des Affaires étrangères.

TOURISME :

Budget global de **1,57 M€**

Location de vacances, camping, gîtes, vacances hexagonales : 801 K€

Bénéficiaires : 1 658 collègues

• **Center Parcs : 78 K€**



• **Bénéficiaires : 246 collègues**

• **Vols secs : 699 K€**

• **Bénéficiaires : 1 427 collègues**

Le budget consacré aux activités dites de tourisme est relativement stable en dépit du succès croissant des vols secs. L'activité Center Parcs semble marquer le pas sur l'exercice 2017.

FÊTES

Chaque année est rythmée par deux événements liés aux fêtes de Noël : le cadeau des salariés et l'arbre de Noël du CE organisé en décembre pour leurs enfants. Spectacle ou parc d'attraction permettent aux uns et aux autres de se retrouver.

Pour chacune de ces occasions, des cadeaux d'une valeur de 60 € par salarié et 50 € par enfant sont à choisir dans nos catalogues.

Zoom SUR



FINALISATION DE LA VENTE DU CENTRE CULTUREL

Valeur estimée en 2017 : **4 M€**

Décidée en juin 2015, la vente du **Centre Culturel «La Clé»** dont le CE est propriétaire, aurait pu, aurait dû aboutir en fin d'année 2017.

C'était sans compter sur une ultime volte-face de l'acquéreur.

Aujourd'hui, les discussions ont repris afin de vendre ce bien valorisé selon une dernière expertise à un minimum de 4 M€.

Une fois cette vente actée, son fruit viendra bien entendu compléter le budget des œuvres sociales du CSE.

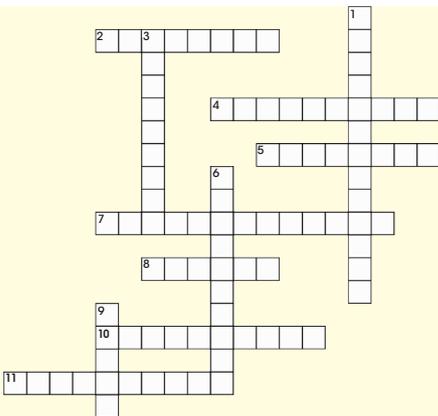
Et pour l'avenir ?

MOTS CROISES

PARLEZ-VOUS LA NOVLANGUE ?

Dans le roman «1984», George Orwell créait le Newspeak ou Novlangue. En diminuant le nombre de mots, en fusionnant certains, et en procédant par simplification lexicale notamment on parvient à réduire à néant les concepts permettant de réfléchir et à rendre les foules manipulables.

Parlez-vous ou comprenez-vous la Novlangue en 11 mots ?



HORIZONTAL

2. Partenaire social.
4. Réservé aux bénéficiaires des aides sociales. Inverse de la réussite sociale.
5. Forces vives de la nation.
7. Plus on enlève du droit du travail et plus on sera en sécurité.
8. Toujours sociale avant d'être fiscale. Renvoie aux petits plutôt qu'aux multinationales.
10. Comportement servile de renoncement.
11. Terme permettant de faire passer une mobylette orange pour un vaisseau spatial.

VERTICAL

1. Utilisé par l'employeur pour effacer le lien de subordination qui existe par le contrat de travail.
3. Tyrannie de l'euphémisme.
6. Terme pour justifier une décision inique en adoptant une démarche de rupture avec les pratiques habituelles.
9. Prise d'otage.

Sud ne vous promettra jamais monts et merveilles, on ne ramera pas gratis et on ne multipliera pas les pains non plus.

Nos activités, leur continuité et leurs évolutions dépendent entièrement de notre budget. Or, avec une masse salariale diminuant constamment du fait des départs de l'entreprise et des suppressions de postes, la subvention du CSE est immanquablement appelée à diminuer.

Les seules marges de manœuvre budgétaire dont nous disposerons sont celles que nous obtiendrons par la vente de «La Clé» et par le transfert d'une partie du budget de fonctionnement (1 M€) vers les œuvres sociales.

De plus, pour **Sud**, le CSE sera utile à la défense des intérêts des salariés. C'est en effet cette instance qui devra traiter tous les dossiers liés à l'organisation future de l'entreprise. Il devra se prononcer sur l'ensemble des réorganisations, qu'elles touchent le siège ou le réseau.

Il devra se prononcer sur la santé économique et financière de l'entreprise, sa politique sociale, ainsi que sur les orientations stratégiques futures.

Il devra jouer aussi le rôle dévolu jusqu'à présent au CHSCT et s'attacher à la prévention des risques mais aussi aux conditions de travail de tous.

Il ne s'agira pas de ratifier et d'accompagner l'ensemble de ces dossiers au prétexte qu'on est un syndicat réformiste. **NON ! Il faudra travailler, militer, convaincre et s'opposer lorsque ce sera**

nécessaire afin de parvenir à des projets dans lesquels les intérêts de tous seront pris en compte et pas uniquement ceux de l'entreprise.

RÉSISTER À LA TENTATION DU VOTE CATÉGORIELLE

Pour cette première élection du CSE, nous invitons les cadres et ceux qui aspirent à le devenir à résister à la tentation catégorielle. Celle-ci est grande de voter pour un syndicat dit « des cadres » parrainé par un directoire qui en a fait son poulain.

Et pourtant, ironie du sort (?), **Sud** est le deuxième syndicat de l'encadrement. Nous y voyons le signe qu'il correspond aux aspirations des moins sensibles au chant des sirènes de nos dirigeants. ■

S'UNIR POUR NE PLUS SUBIR

Les premiers dangers identifiés



- Les agences collaboratives
- Les horaires des agences
- Les centres de profits
- Une évolution des conditions d'exercice des différents métiers
- Une politique commerciale tournée de plus en plus vers la vente à distance
- La poursuite de l'externalisation des métiers du siège



Solution :

Horizontal 2. Syndicat - 4. Assistanat - 5. Patronat - 7. Flexisécurité - 8. Fraude - 10. Résilience - 11. Innovation. Vertical 1. Collaborateur - 3. Novlangue - 6. Novlangue - 9. Grève.

Nos candidats, élections CSE 2018

COLLÈGE TECHNICIENS

TITULAIRES

 LARRY Bettina Assistante de gestion commerciale (93)	 LE SAEC Olivier Conseiller commercial (91)	 DESAULES Martine Conseillère financier (91)	 BASTIAS J-Philippe Assistant de gestion commerciale BDR	 RIDEAU Alexandra Conseillère financier (91)	 DRIGNY Patrice Conseiller financier (91)
 DELICQUE Christine Conseillère commerciale (91)	 BORDIER Thierry Conseiller commercial (75 - ouest)	 MARCHAND Manuelle Téléconseillère CRC - EVRY (91)	 CHIROL James Chargé de services bancaires, crédits	 LAZARO Nathalie Conseillère commerciale (77)	 BOULLIER Christine Responsable gestion commerciale (75 - ouest)
 LABBÉ Florence Conseillère financier (95)	 FOUQUET Lætitia Conseillère financier (92)	 ROUX Isabelle Chargée services bancaires Moyen long terme	 MONCHAL Pascale Conseillère financier (75 - Est)		

SUPLÉANTS

 BOISLIVEAU Valérie Conseillère commerciale (91)	 VIOLET Boris Conseiller commercial (93)	 DI CICCÒ Michèle Chargée gestion commerciale Support BDR	 WEBER Vincent Conseiller financier (92)	 ISKOUNENE Samira Chargée services bancaires Procédures civiles d'exécution	 BUTEAU Daniel Assistant service bancaire Relations clientèle
 JOUSSET Catherine Responsable gestion commerciale (91)	 BARDOT J-Claude Assistant de gestion commerciale (75 - Ouest)	 GRÉGOIRE-MARIALE M-France Conseillère commerciale (77)	 DELAPIERRE Adrien Conseiller financier (77)	 CARON Micheline Téléconseillère CRC - EVRY (91)	 DE SOUSA Fabienne Conseillère financier (91)
 BOUCHE Florence Chargée services bancaires Middle office VAD	 PARACHINI Eva Conseillère financier (91)	 PERTUSATI Laurence Conseillère financier (95)	 MOURÉ Aurélie Conseillère financier (91)		

COLLÈGE CADRES

 CHACUN Emmanuel Directeur d'agence nomade (75 - ouest)	 VILCOT Anne Chef de projet Crédit BDR	 KOPEC Jean-Pierre Directeur d'agence (93)	 TURJMAN Véronique Experte services bancaires, crédits	 LAROU Jacques Responsable d'études, infrastructure et opérations	 MORNAC Myriam Chargée d'affaires BDR
 ILLIVI Sylvain Chargé de distribution, service digital	 VERTU Cécile Directrice d'agence (77)	 LEROY-DUCARDONNY Fabrice Contrôleur de gestion Crédit budgétaire	 CHERCHI Laurence Experte services bancaires, crédits	 BARON François Responsable d'études pilotage BDR	 MARYANKOWSKI Pascale Animatrice commerciale, transformation de la relation clients



S'UNIR POUR NE PLUS SUBIR
VOTEZ et FAITES VOTER SUD

Sud - Solidaires BPCE - 64 rue du Dessous des Berges 75013 Paris
• 01 70 23 53 47 • sudceidf@orange.fr